

Association internationale des chemins de fer

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Bauzeitung**

Band (Jahr): **75/76 (1920)**

Heft 4

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-36497>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Regulierung ausgerüstet, dank der ihre Energie-Aufnahme entsprechend dem mehr oder weniger grossen Energiekonsum der übrigen Betriebsteile selbsttätig, nach Massgabe des anfallenden Stromes, derart geregelt wird, dass der Betrag der gekauften Energie konstant auf 800 kW gehalten werden kann. Mit der beschriebenen Einrichtung gelingt es somit, die gekauften 800 kW dauernd beinahe vollständig auszunützen.

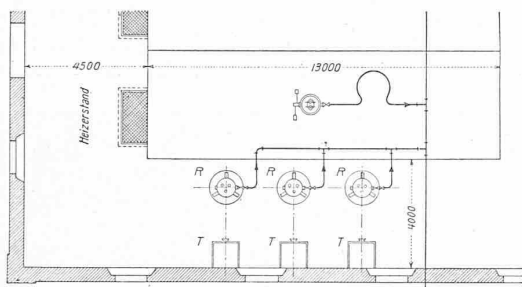


Abb. 5. Anordnung einer Batterie von Revelkesseln mit 2100 kW Gesamtleistung im bestehenden Kesselhaus. — Masstab 1:250.

Abbildung 5 zeigt die Anordnung einer Batterie von drei Revelkesseln mit zusammen 2100 kW Anschlussleistung bei 3300 Volt (Klemmenspannung im Kesselhaus einer chemischen Fabrik. Die Anlage, die mit 8 at Dampfspannung als Ersatz der vorhandenen stillgelegten Flammrohrkessel-Batterie dient, leistet dem betreffenden Werk die grössten Dienste. Aus der Abbildung ist wiederum der bescheidene Raumbedarf der Revelanlage ersichtlich. Die drei Kessel stehen im Kesselhaus neben der erwähnten Flammrohrkessel-Batterie; ihnen gegenüber sind die elektrischen Schalttafeln angeordnet. (Schluss folgt.)

Association internationale des chemins de fer.

Von Herrn *L. Weissenbruch*, Generalinspektor der Belgischen Staatsbahnen, Generalsekretär der „Commission permanente de l'Association internationale des chemins de fer“, erhalten wir einen zusammenfassenden Bericht über die Tätigkeit des „Internationalen Eisenbahnen-Verbandes“ seit 1914 und über die an der letzten Kommissionsversammlung vom 20. März 1920 gefassten Beschlüsse. Wir geben ihn nachfolgend im Auszug wieder.

„La Commission permanente de l'Association internationale des chemins de fer s'est réunie à Bruxelles, le 20 mars dernier, sous la présidence de *M. V. Tondelier*, administrateur-président du Comité de direction des chemins de fer de l'Etat belge. En ouvrant la séance, *M. le Président* rend hommage à la mémoire des membres décédés depuis la dernière réunion en 1914. Ce sont, outre deux membres du Comité: *MM. Ramaeckers* et *De Rudder*, dix membres de la Commission: *MM. Weissenbach*, *Allen*, *Ambt*, *Sir George Armytage*, *Campiglio*, *Dethieu Ely*, *Sir Frederick Harrison*, *Rota* et *Ripley*.

Le Secrétaire général, *M. L. Weissenbruch*, donne lecture d'un rapport sur l'activité de l'Association depuis le mois d'août 1914 et sur les mesures prises en vue de sauvegarder son avenir dans les circonstances difficiles qu'elle a traversées. Voici un extrait de ce rapport:

Dans les premiers jours de l'occupation de Bruxelles, le personnel du Secrétariat du Congrès acheva le numéro de septembre du Bulletin, mais l'envoi par la poste du numéro d'août fut arrêté par les Allemands. Les exemplaires qui subsistaient de ces deux numéros ont été envoyés en 1919 aux adhérents, à titre de souvenir. A partir du mois d'octobre 1914, les mesures prises par les Allemands en Belgique paralysèrent l'activité de l'Association.

Dès avril 1915, le Secrétaire général, qui résidait alors en Angleterre, d'accord avec *MM. Griolet*, *Behrens*, *Colson* et *Evelyn Cecil*, se préoccupa d'assurer l'avenir de l'Association internationale. On chercha à obtenir qu'une clause fût insérée dans le traité de paix pour régler la situation des sociétés internationales scientifiques et particulièrement celle de l'Association du Congrès. Un memorandum fut envoyé à cette fin, par le Ministre des chemins de fer de Belgique, au Département des affaires étrangères, en novembre 1916, demandant que l'attention des gouvernements de l'Entente fut attirée sur la situation spéciale de notre Association.

Cependant, la Conférence de la paix ayant décidé de ne pas s'occuper des associations scientifiques, le Ministre des affaires étrangères de Belgique suggéra l'idée d'intéresser au sort de l'Association du Congrès la commission créée au sein de la Conférence de la paix pour traiter les questions concernant le régime international des chemins de fer, des fleuves et des ports. Mais il fut reconnu que cette commission ne pourrait donner au Congrès qu'un témoignage de sympathie et non faire des propositions sur sa situation, puisque le Congrès ne gérait aucun service international.

Dans l'entretemps, l'Association du Congrès, qui comprenait parmi ses membres des administrations des pays centraux, fut mise sous séquestre en vertu de la loi belge du 10 novembre 1918 et fut dissoute par ordre du séquestre, afin d'arriver à la liquidation de son avoir. Cette situation fut portée à la connaissance des membres de la Commission permanente par la circulaire du 19 mai 1919. La Commission donna au Bureau les pouvoirs nécessaires pour agir d'accord avec les membres du Comité et la circulaire du 19 juin fut envoyée à toutes les administrations qui étaient membres effectifs de l'Association.

Cette circulaire leur proposait de reconstituer l'Association sur les mêmes bases qu'auparavant, sous le nom d'„Association internationale des chemins de fer“, en n'y comprenant que les pays de l'Entente et les pays neutres et en ajoutant aux statuts un article 3bis. Cet article porte que la Commission permanente détermine par un vote écrit, à la majorité des trois quarts des voix de tous ses membres, les pays nouveaux auxquels s'étendra l'Association.)

Aucune objection ne fut faite, dans le délai fixé, par les administrations consultées, aux mesures proposées; le séquestre s'était chargé de représenter les administrations appartenant aux pays ennemis. Sauf celles-ci, toutes les administrations faisant partie de l'ancienne Association furent donc inscrites sur la liste des membres de la nouvelle Association. Lorsque cette liste fut clôturée, la Compagnie des tramways de Rotterdam seule (229 km) fit quelques réserves. On lui fit observer que c'était uniquement par suite de l'ancienneté de son adhésion qu'elle avait été conservée dans l'Association, puisqu'elle exploitait un tramway et non un chemin de fer. Elle offrit alors sa démission qui fut acceptée.

Le 8 août 1919, une part de l'avoir proportionnelle à la participation des administrations des chemins de fer des pays ennemis fut remise au séquestre.

Le rapport donne ensuite des détails sur les cotisations recouvrées durant la guerre et signale enfin les dispositions prises pour la conservation des fonds qui se trouvaient en Belgique et pour le placement des sommes encaissées à l'étranger pendant la guerre et rentrées depuis lors.

*

Après avoir entendu la lecture de cet exposé, *M. R. Winkler*, directeur technique du département fédéral suisse des postes et des chemins de fer, s'est fait l'interprète de ses collègues pour remercier le Secrétaire général de l'inlassable activité dont il a fait preuve pendant la guerre et depuis l'armistice, ainsi que de toutes les excellentes mesures dont il a pris l'initiative.

M. le Secrétaire général signale que, par arrêté royal du 15 septembre 1919, le Gouvernement belge a maintenu son adhésion et a transféré à la nouvelle Association les avantages accordés à sa devancière. Les gouvernements des pays auxquels s'étend l'Association ont été avisés par la voie diplomatique de sa reconstitution et ont également maintenu leur adhésion.

L'un des membres français, *M. Colson*, vice-président de la section des travaux publics au Conseil d'Etat, propose d'étendre l'Association à l'Etat polonais et à l'Etat tchéco-slovaque. Cette proposition sera soumise à l'approbation écrite de tous les membres de la Commission, conformément à l'article 3bis des statuts.

Il est procédé ensuite au remplacement des membres démissionnaires.

La Commission permanente prend connaissance d'une communication de *M. De Corne*, administrateur général des chemins de fer de l'Etat italien, disant que, si la proposition en est faite, l'Italie sera heureuse de recevoir l'Association à Rome dans le courant du deuxième semestre de 1921, comme cela avait été

) Voir le compte rendu à la page 162 du vol. LXXIV ainsi que nos remarques concernant le but pacifique de l'Association, à la page 164 du vol. LXXIV (27 septembre 1919). *La red.*

suggéré d'abord par le Comité. La Commission reconnaît toutefois aujourd'hui, sur une nouvelle proposition du Comité, qu'il serait difficile d'être prêt pour cette époque et elle décide que la prochaine session s'ouvrira à Rome la semaine après Pâques, c'est-à-dire le 18 avril 1922, si l'Italie veut bien donner son agrément à cette date.²⁾

La Commission aborde ensuite l'examen des questions à discuter et elle se rallie à l'avis du Comité de direction d'adopter l'ancien questionnaire de la neuvième session qui n'a rien perdu de son intérêt. Ce questionnaire comprendra, comme celui de la session de Milan en 1887, le projet des statuts définitifs de la nouvelle Association.

La liste des rapporteurs qui se sont déclarés prêts à conserver leurs fonctions et de ceux qui restent à désigner est ratifiée par la Commission.

M. le Président dépose le compte des recettes et des dépenses pour les exercices du 15 avril 1914 au 1^{er} août 1919, date de la dissolution de l'Association internationale du Congrès des chemins de fer. Il résulte du projet de budget pour le premier exercice financier de la nouvelle Association, que l'encaisse au 1^{er} août 1919 était de 357 531 frs. et que, d'après les prévisions, les ressources disponibles au 15 avril 1920 s'élèveront à 478 965 frs.

En vue de perpétuer la mémoire de son ancien président, la Commission permanente a institué un prix triennal „Arthur Dubois“, d'une valeur de mille francs, en faveur de jeunes ingénieurs de nationalité belge. Le règlement adopté pour l'attribution de ce prix a été publié dans le numéro d'avril 1920 du Bulletin de l'Association.

M. le Secrétaire général donne connaissance des mouvements qui se sont produits dans les adhésions depuis la constitution de la nouvelle Association. Celle-ci se compose actuellement de 275 administrations dont le développement des lignes et de 394 389 km.

Nekrologie.

† Ed. Rubin. Am 6. Juli ist nach kurzer Krankheit, 74 Jahre alt, in Thun Ingenieur Oberst Eduard Rubin, Direktor der Eidgen. Munitionsfabrik, gestorben. Am 15. Juli 1846 zu Thun geboren, besuchte er die dortigen Schulen und trat nach Absolvierung des Progymnasiums vorerst zur praktischen Ausbildung in die ehemalige mechanische Werkstätte Aeschlimann in Thun und nachher in eine Maschinenfabrik in St. Gallen ein. Von früher Jugend an war es sein Wunsch, einst Maschineningenieur zu werden.

Während der Zeit der praktischen Ausbildung bereitete sich Rubin gleichzeitig durch Selbststudium für den Besuch der Eidgen. Techn. Hochschule in Zürich vor, wo er von 1866 bis 1868 an der mechanisch-technischen Abteilung studierte. Seine Studien beendete er 1869 am Polytechnikum in Karlsruhe. Der junge Maschinen-Ingenieur kehrte alsdann in seine Heimat zurück und trat in die damalige Maschinenfabrik Friedli in Bern ein. Vom November 1870 bis Mitte 1871 arbeitete Rubin auf dem hydrometrischen Zentral-Bureau in Bern. In dieser Stellung mag er die Anregung zu seiner Tätigkeit auf dem Gebiete der Wasserrechtskonzessionen erhalten haben, das er auch weiterhin neben seiner eigentlichen Berufstätigkeit eifrig pflegte. So stammen die ersten Entwürfe zur Nutzbarmachung der Wasserkraft an der Kander und der Simme, die erst viel später verwirklicht werden sollten, von Rubin.

Im November 1871 berief ihn der Bundesrat als Adjunkt des eidgenössischen Laboratoriums in Thun, aus dem später die Eidgen. Munitionsfabrik entstanden ist. Als deren Direktor Oberst Stahel im Februar 1879 seinen Rücktritt nahm, war Rubin der gegebene Nachfolger. Wie er bis zu seinem Tode die Stelle ausgefüllt hat, ist Allen gegenwärtig, deren militärische Laufbahn sie in Berührung zu ihm brachten. Während seines nahezu fünfzigjährigen Wirkens als Adjunkt und Direktor hat sich die eidgenössische Munitions-

fabrik aus kleinen Anfängen in einen grossen Betrieb mit musterhafter Ordnung entwickelt und sind beständig neue und grössere Anforderungen an die Herstellung der Munition gestellt worden, infolge der Veränderungen in den Waffenkonstruktionen. Seine maschinen-technischen Kenntnisse und darauf gegründete reiche Erfahrung ermöglichten es ihm, stetsfort die maschinelle Ausstattung der Munitionsfabrik den wechselnden Bedürfnissen der Fabrikation in allen Einzelheiten anzupassen, um unser ganzes Schiesswesen auf der Höhe zu halten. Besonders haben, auch ausserhalb unseres Landes, seine Erfolge bei der Einführung des kleinen Kalibers volle Anerkennung gefunden. Auf die Einzelheiten seiner Leistungen auf diesem Gebiete einzutreten, ist nicht unsere Sache; es genüge uns, daraus den Schluss zu ziehen, dass mit Rubins Heimgang ein ganzer Mann aus unsern Reihen geschieden ist.



Oberst Ed. Rubin

Direktor der Eidg. Munitionsfabrik Thun

Geb. 15. Juli 1846

Gest. 6. Juli 1920

Micellanea.

Schweiz. Starkstrominspektorat. Dem Bericht des Schweiz. Eisenbahndepartements über seine Geschäftsführung im Jahre 1919 entnehmen wir die folgenden Angaben über die Tätigkeit des Starkstrominspektorates. Insgesamt wurden im Berichtsjahr 2389 Vorlagen (gegen 3506 im Vorjahr) eingereicht. Diese verteilten sich auf 1829 (2721) Leitungs-Vorlagen und 560 (785) Vorlagen für Maschinen-, Transformatoren- und Schaltanlagen.

Von den Vorlagen für Leitungsanlagen hatten 502 (674) Hochspannungsleitungen und 1314 (2065) Niederspannungsnetze oder Erweiterungen von solchen zum Gegenstand. Trotz der geringern Zahl von Vorlagen war für Hochspannungsleitungen die Gesamtstreckenlänge mit 582 km noch etwas grösser als im Vorjahre (576). Es gelangten dabei 352 (236) km Kupferleitung, 35 (121) km Eisenleitung und 167 (201) km Aluminiumleitung zur Verwendung. Ausserdem wurden 28 (12) km unterirdische Hochspannungskabelleitungen verlegt. Mit der Erleichterung in der Beschaffung von Kupferdraht hat wieder dessen Verwendung zugenommen, während jene von Eisen und Aluminium abgenommen hat. Die Versorgung mit Porzellanisolatoren war auch im Berichtsjahre noch ungenügend. Verschiedene Werke mussten statt ihrer Normalisolatoren mehr oder weniger geeignete Ersatzmodelle verwenden.

Die Vorlagen für Maschinenanlagen betrafen bei 16 (6) Eingaben neue Generatorenstationen und bei 3 (11) Erweiterungen solcher. Von den erstern bezogen sich 6 (2) und von den letztern 2 (7) auf Anlagen mit mehr als 200 kW Leistung. Weitere 21 (39) Eingaben hatten Hochspannungsmotoren- oder Umformeranlagen zum Gegenstand, und 49 (42) betrafen Schaltanlagen oder Umbauten an solchen. Im Berichtsjahre wurden 448 (687) Vorlagen für Transformatorenstationen eingereicht mit einer Ausrüstung von insgesamt 580 (813) Transformatoren. 357 (490) dieser Transformatoren dienen zur Speisung von Ortsnetzen, 185 (281) zum Betrieb industrieller Unternehmungen und 38 (42) Zwecken des eigenen Betriebes der Elektrizitätswerke.

Für die Kontrolle von elektrischen Anlagen wurden im Berichtsjahr 625 (685) Inspektionstage und für Augenscheine vorgängig der Ausführung neuer Projekte 116 (145) Tage aufgewendet.

Die Genter Altar-Bilder der Brüder van Eyck, von welchem Meisterwerk zwölf Flügelbilder schon im vorigen Jahrhundert von der preussischen Regierung um 400 000 Fr. käuflich erworben und seither im Berliner Kaiser Friedrich-Museum aufbewahrt worden waren, sind jüngst gemäss Friedensvertrag an ihrem ursprünglichen Standort in der Kathedrale von Gent wieder vereinigt worden. Dergleichen hat Deutschland die 1834 ebenfalls käuflich erworbenen vier Flügelbilder des Altarwerkes von Dierck Bouts aus der Kathedrale von Löwen der belgischen Regierung übergeben. Da das Mittelstück dieser Altarbilder beim Brande von Löwen durch zwei deutsche Offiziere gerettet werden konnte, hat man nunmehr auch dieses Meisterwerk gotischer Malerei an seinem früheren Bestimmungsort wieder aufstellen können. Näheres hierüber berichtet

²⁾ Cet agrément a été donné depuis la séance du 20 mars 1920.